

Veille & territoires

#309 Bulletin du 05 mai 2022

Agriculture - Alimentation

► L'alimentation, levier du développement territorial

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep)

Cahiers de l'action, 2022/1, n° 58. pp. 58-82

Dans la sphère publique, l'alimentation est devenue l'objet de politiques publiques globales comme l'a montré l'adoption successive d'un certain nombre de lois (notamment EGALIM1 en 2018 et EGALIM 2 en 2021) et le développement, depuis 2014, des projets alimentaires territoriaux (PAT). Du côté de la société civile, de nombreuses propositions citoyennes sont avancées avec l'objectif d'appréhender l'alimentation comme une occasion d'articuler des problématiques économique, sociale, sanitaire, éducative et environnementale. La 3e partie de ce numéro propose une série de contributions dans lesquelles l'alimentation est appréhendée à la fois comme un objet de commerce et de consommation et comme un levier de développement territorial reposant sur des approches autant partenariales que participatives.

► La campagne à la ville

À propos de l'ouvrage de Flaminia Paddeu, « Sous les pavés, la terre. Agricultures urbaines et résistances dans les métropoles », Seuil 2021

Recension par Matthieu Calame

La vie des idées, mai 2022. 5 p.

La renaturation des villes offre plusieurs avantages sur le plan sanitaire, urbanistique et économique. Mais les potagers urbains peuvent aussi devenir le cheval de Troie de la gentrification. Leur culture est-elle vraiment une contre-culture ?

► Sécurité alimentaire : « Les régions sont aujourd'hui l'échelle la plus pertinente pour équilibrer production et consommation locales »

Elisabeth Laville et Annabelle Richard

Le Monde, 22 avril 2022

Face à la hausse des prix des denrées, les expertes de l'économie territoriale Elisabeth Laville et Annabelle Richard proposent, dans une tribune au « Monde », de changer radicalement notre système de production agricole pour augmenter la résilience alimentaire.

Aménagement du territoire

► Dépasser le modèle métropolitain. Pour des politiques d'aménagement attentives à l'histoire et aux particularités des territoires

Olivier Bouba-Olga

Entretien réalisé par Clément Barbier et Emmanuel Bellanger

Métropolitiques, 22 avril 2022

Après avoir démontré que les concentrations métropolitaines ne génèrent ni plus de croissance ni plus d'emploi, Olivier Bouba-Olga invite à imaginer une politique d'aménagement qui s'émancipe des modèles génériques de développement pour mieux prendre en compte les spécificités territoriales.

Artificialisation des sols

► [Objectif ZAN : comment tenir les comptes ?](#)

Brian Padilla, Fanny Guillet et Salomé Gelot

***The Conversation*, mai 2022**

Pendant la campagne présidentielle, un collectif d'élus publiait un « manifeste aux candidats », appelant notamment à adapter l'application du Zéro artificialisation nette (ZAN) pour relancer durablement le tourisme dans leurs territoires. Cet appel témoigne à nouveau de l'inquiétude que génère cet objectif national (qui implique de renaturaliser autant d'espace que ceux artificialisés à l'échelle nationale) auprès des collectivités.

Collectivités territoriales - Décentralisation

► [Loi 3DS. Guide à destination des collectivités territoriales](#)

CNFPT, avril 2022. 60 p.

La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS) a été promulguée le 21 février dernier. Au total, ce sont 271 articles qui impactent, à divers degrés, le quotidien des collectivités locales.

Afin de les accompagner et les aider à décrypter cette loi, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) publie un guide qui reprend les quatre grands axes de la loi et dédie un chapitre aux dispositions relatives à l'outre-mer.

► [Le budget vert, un outil d'analyse au service de la transition climatique ?](#)

[Construire un budget vert dans votre collectivité - Guide de mise en œuvre](#)

Agence France locale, en partenariat avec le CNFPT et I4CE, avril 2022. 51 p.

La réussite de la transition écologique passera par les territoires, il est urgent de territorialiser davantage les politiques environnementales. La mise en place de budgets verts locaux est une étape de cette territorialisation. Ils doivent permettre de mesurer mais aussi d'aider les collectivités à décider. Cette étude a été rédigée dans une perspective opérationnelle avec l'ambition de constituer un véritable mode d'emploi à destination des collectivités. Elle décline plusieurs recommandations en s'appuyant sur une analyse pointue des dispositifs existants et des témoignages recueillis auprès de l'ensemble des acteurs du secteur des collectivités.

► [Les métropoles au chevet de la décentralisation ?](#)

Gilles Pinson

Puca, "Les Conférences du Popsu", mai 2022. 56 p.

Conférence prononcée lors du troisième Séminaire du Conseil stratégique de la plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu), "La métropole et les autres", qui s'est tenu les 30 et 31 août 2021 à la Saline Royale d'Arc-et-Senans. A propos de l'autonomie locale, la décentralisation et du progressif effacement politique de certains niveaux de collectivités territoriales.

► [Texte de la conférence](#)

Culture



► [Atlas Culture des territoires - Comprendre les dynamiques culturelles](#)

L'Atlas Culture des territoires est un site web pensé comme une ressource de référence des données publiques de la culture en France : lieux et offre, dépenses publiques, politiques publiques, entreprises et

emploi.

Ce site est construit autour d'une carte interactive et de fiches portraits de région. L'Atlas Culture des territoires est réalisé par le département des études, de la prospective, des statistiques et de la documentation du ministère de la Culture et lauréat du programme Entrepreneurs d'intérêt général.

Elections législatives

► [Portraits des circonscriptions législatives. Indicateurs économiques et sociodémographiques](#)

Insee, mai 2022

La France compte 577 circonscriptions législatives, cadre territorial d'élection de chaque député à l'Assemblée nationale: 539 en France métropolitaine, 19 dans les cinq départements et régions d'Outre-Mer (DROM), 8 dans les collectivités d'Outre-Mer (COM), et 11 pour les Français de l'étranger.

Afin d'éclairer le débat public et permettre à l'ensemble des citoyens de mieux connaître la circonscription dans laquelle ils résident, l'Insee met à disposition un ensemble d'indicateurs économiques et sociodémographiques pour chacune des circonscriptions (hors celles des Français à l'étranger) : dynamique démographique, structure par âge, catégories socio-professionnelles, revenus, mobilités résidentielles, déplacements domicile-travail, modes de logements...

Les indicateurs sont présentés sous forme de cartes, de graphiques ou de tableaux.

► [Accès par région](#)

Géographie électorale

► [Résultats de l'élection présidentielle : les 6 archipels français](#)

François Hublet

Le Grand Continent, avril 2022

► [Présidentielle : deux France antagonistes ?](#)

Olivier Galland

Telos, avril 2022

► [Votes et gradient d'urbanité : une relation invalidée](#)

Olivier Bouba-Olga

Blogs.univ-poitiers.fr, avril et mai 2022

Plusieurs autres billets du blog sont consacrés à l'analyse géographique du vote

► [Le blog](#)

► [50 cartes pour lire le premier tour de la Présidentielle de 2022](#)

Jacques Lévy, Dorian Maillard, Sébastien Piantoni, Justine Richelle, Vinicius Santos Almeida

Le Grand Continent, avril 2022

► [Comprendre l'ancrage périurbain d'un vote FN/RN](#)

Violaine Girard

AOC Média, avril 2022

Habitat - Logement

► [L'occupation sociale du parc des Offices Publics de l'Habitat : état des lieux et évolution sur les dix dernières années](#)

Fédération des OPH, en partenariat avec le cabinet CMI Stratégies et la sociologue Pascale Dietrich-Ragon. Avril 2022. 88 p.

Ce guide dresse le portrait des habitants des 2,4 millions de logements construits et gérés par les OPH, et met en lumière la diversité des profils (âge, revenu, situation professionnelle et familiale, etc.). L'étude fait la comparaison de l'occupation entre 2009 et 2020, intégrant également un zoom sur les emménagés récents. Elle donne à voir l'ensemble des résultats par grande zone de tension de marché et dans les quartiers prioritaires de la ville. Ce travail statistique est enrichi par la participation de Pascale

Dietrich-Ragon, sociologue à l'Ined, qui démontre combien le logement HLM contribue à l'intégration sociale, étant identifié par les catégories populaires comme un levier de sécurisation et de promotion sociale.

► [Le guide](#)

Métropoles

► [Des marges au centre - Mettre le respect au cœur de relations métropolitaines](#)

Agathe Cagé

Puca, "Les Conférences du Popsu", mai 2022. 40 p.

Conférence prononcée lors du colloque sur les complémentarités territoriales, « Pour des métropoles résilientes. Métropoles en transitions cherchent trajectoires territoriales », qui s'est tenu les 21 et 22 janvier 2021. Ces deux journées ont permis des échanges sur la mise en place d'un nouveau récit métropolitain grâce aux transitions, et à la définition de nouvelles figures des métropoles. Au-delà d'une mission de complémentarité entre la métropole et les territoires qui l'environnent, et de réciprocité dans leurs échanges, les interrelations conditionnent le fait métropolitain lui-même, alors que l'action publique paraît dans la tourmente. Cette conférence interroge la place des marges métropolitaines dans le gouvernement des métropoles. Quels sont les nouveaux défis qui se posent aux métropoles pour faire place aux initiatives citoyennes ?

► [Texte de la conférence](#)

Mobilité spatiale

► [Trajectoires mobilitaires et résidentielles des habitants du périurbain et du rural : des socialisations tout au long de la vie](#)

Laurent Cailly, Marie Huyghe, Nicolas Oppenheim

Espaces et sociétés, 2022/1-2, n° 184-185. pp. 17-32

Dans cet article, les auteurs analysent les changements de comportements de mobilité qui se produisent dans les territoires périurbains et ruraux. Pour ce faire, ils présentent la notion de trajectoire mobilière qui permet d'étudier, dans une perspective qualitative, individuelle et longitudinale, l'évolution des pratiques de mobilités quotidiennes au cours de l'existence des individus en les replaçant dans le temps long des trajectoires biographiques et des différents processus de socialisation qui s'y déroulent. Ils s'intéressent en particulier aux interactions entre la trajectoire mobilière des individus et une instance particulière de socialisation : l'espace de résidence. À partir d'une soixantaine d'entretiens, ils mettent en évidence le rôle de la socialisation à la mobilité attachée à l'histoire résidentielle enfantine, les effets des changements de résidence sur l'acquisition de nouvelles dispositions ou encore les processus d'appropriation de l'offre locale de mobilité qui engagent un large spectre de facteurs. Les trajectoires font également apparaître un effet retour lorsque le vécu négatif qui entoure les pratiques de mobilité infléchit la trajectoire résidentielle et engendre un déménagement vers un territoire mieux desservi.

Numérique

► [Pour un numérique soutenable \(édition 2022\)](#)

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), avril 2022. 17 p.

Dans cette première édition de son enquête annuelle « Pour un numérique soutenable », l'Arcep rend publics les premiers indicateurs collectés auprès des quatre principaux opérateurs télécoms pour suivre l'évolution de leur empreinte environnementale. Cette enquête vise également à l'identification de leviers d'action, tant du côté des acteurs économiques que de celui des utilisateurs. Trois catégories d'indicateurs ont été collectés auprès des quatre principaux opérateurs : les émissions de gaz à effet de serre ; l'énergie consommée par leurs réseaux ; leur activité de vente, collecte, reconditionnement et recyclage des téléphones mobiles.

► [L'enquête](#)

► [Les chiffres-clés](#)

► [Favoriser l'inclusion numérique dans les quartiers prioritaires de](#)

[L'Eurométropole de Metz](#)

Agence d'urbanisme d'agglomérations de Moselle (Aguram), avril 2022. 84 p.

Qu'est-ce que l'illectronisme ? Quels sont les publics concernés sur le territoire de l'Eurométropole de Metz et quelles difficultés rencontrent-ils, avec quels impacts sur leur vie quotidienne ? Quelles actions les acteurs locaux peuvent-ils mener pour accompagner ces publics, répondre à leurs attentes et les anticiper ?

[►Etude](#)

[►Synthèse](#)

Politique de la ville



[► Bilan de mandature 2015-2021 du Conseil national des villes \(CNV\)](#)

Conseil national des villes (CNV), avril 2022. 100 p.

Instance de réflexion, d'analyse et d'anticipation des évolutions des politiques publiques en faveur et au-delà des quartiers et des territoires en politique de la ville, le Conseil national des villes (CNV) répond également au rôle d'aiguillon qui lui a été historiquement assigné : un espace de débats et de confrontations d'idées qu'induisent des cultures professionnelles, associatives et personnelles diverses.

Au sommaire de ce bilan de mandature couvrant les années 2015 à 2018 : un rappel des missions de l'instance et de sa composition, une présentation de ses partenaires et un bilan de ses activités et des travaux menés dans les domaines de la lutte contre les discriminations, de l'image et l'attractivité des quartiers, de l'égalité des droits femme-homme, de l'accès aux droits et cohésion sociale, de la participation citoyenne et démocratie participative, de l'équité territoriale et de la solidarité nationale dans le cadre de groupes de travail, de séminaires internes ou de séminaires d'études.

[►Bilan de la mandature](#)

[►Présentation du CNV \(vidéo\)](#)

Résilience

[► Renforcer la résilience du territoire : quelles relations entre la Métropole et les acteurs locaux ? - Synthèse](#)

Métropole de Lyon, déc. 2021 publiée en avril 2022. 12 p.

Dans le cadre de la dynamique de réflexion interne impulsée à l'automne 2020 par le Vice-Président Jérémy Camus au sujet de la résilience territoriale, la Direction de la prospective et du dialogue public (DPDP) de la Métropole de Lyon a mené une quinzaine d'entretiens auprès d'acteurs du territoire (associations et entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire) et d'agents de la Métropole de Lyon en charge des politiques publiques liées à la transition écologique (énergie, mobilité, économie circulaire, déchets, etc.) pour recueillir leurs perceptions et leurs interpellations sur la résilience du territoire.

L'objectif de l'étude est de réfléchir à la manière dont la Métropole peut encourager les porteurs de projets qui vont dans le sens de la résilience : de quelle façon doit-elle accompagner les initiatives ? La posture à adopter diverge-t-elle selon les thématiques adressées ? Comment faire évoluer une culture historique d'intervention vers de nouvelles postures ? Cette synthèse tente d'établir un cadrage prospectif théorique sur ces questions, préalable à d'éventuelles réflexions de fond thématiques.

[►Synthèse de l'étude](#)

Rural

[► Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE - Conclusions et recommandations](#)

Avis du Comité économique et social européen (CESE), NAT/839, adopté le 23 mars 2022. 12 p. (avis encore non paru au Journal officiel)

Rapporteuses : Lidija PAVIĆ-ROGOŠIĆ, Piroska KÁLLAY

Le Comité économique et social européen (CESE) salue dans l'ensemble la vision à long terme de la Commission européenne pour les zones rurales ([communication de juin 2021](#)).

Les propositions de plan d'action, y compris un pacte rural pour engager les acteurs aux

niveaux européen, national, régional et local à soutenir la vision, sont approuvées, tout comme celles pour la création d'un observatoire rural et d'un mécanisme de vérification rurale. Toutefois, il n'apparaît pas clairement quelles seront les répercussions de la conception et du contenu de la nouvelle politique agricole commune (PAC) et des plans stratégiques de la PAC pour chaque État membre en ce qui concerne la vision à long terme, ni comment la Commission entend procéder pour garantir la cohérence et la valeur ajoutée entre la PAC et les autres politiques.

► [Conclusions et recommandations](#)

► [Zones de revitalisation rurale, un enjeu pour l'attractivité des territoires ruraux. Rapport au Premier ministre](#)

Assemblée nationale, Anne Blanc, Jean-Noël Barrot, Sénat, Bernard Delcros, Frédérique Espagnac. Mars 2022 (présenté le 11 avril 2022). 49 p.

Quatre parlementaires ont été chargés par le Premier ministre, le 19 janvier 2022, d'une mission relative à la réforme des zones de revitalisation rurale (ZRR), sous l'égide de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Jacqueline Gourault. Ils ont remis leur rapport au Premier ministre le 11 avril. L'objectif est de proposer des pistes opérationnelles de réforme du zonage. Les parlementaires formulent 14 recommandations.

Le rapport recommande notamment de définir deux niveaux de ZRR, un "premier niveau" bénéficiant de l'ensemble du dispositif (exonérations fiscales, aides directes aux communes et soutien aux structures d'aide à domicile) et un niveau "ZRR +" bénéficiant de mesures complémentaires, comme le soutien aux commerces alimentaires ambulants.

Tourisme

► [Osons le slow tourisme : des outils, des offres ... Et demain ?](#)

DGE et Ademe, avril 2022

Retour sur le colloque du 7 avril 2022 (replay vidéo - 3 h)

Le 7 avril 2022, la Direction générale des entreprises organisait, en partenariat avec l'Ademe, un colloque dédié au « slow tourisme » dans la continuité des travaux menés ces quatre dernières années pour le développement de cette filière touristique d'avenir. Au programme : retour d'expériences des lauréats de l'appel à projets « slow tourisme », notamment sur l'accompagnement financier de l'Etat dans le cadre du Fonds Tourisme durable mais également quelles suites donner à l'action d'accompagnement du slow tourisme par les réseaux institutionnels ?

Urbain

► [Ville du quart d'heure, ville des GAFA ?](#)

Marco Cremaschi

Métropolitiques, avril 2022

Que cache le retour en grâce récent du thème de la ville du quart d'heure ? Mettant les discours à l'épreuve des faits, l'auteur souligne la menace d'un nouveau clivage social rendu possible par l'emprise croissante des géants du web sur les villes.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner au bulletin : [accès direct à l'encart d'inscription](#)**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

